Géorgie : les mains liées par sa dépendance économique à l'égard de la Russie

Description

Malgré le danger évident qu'implique un rapprochement avec son grand voisin du Nord, la Géorgie ne cesse de développer ses relations économiques avec la Russie. Les conséquences de ce choix se font d'ores et déjà sentir, au-delà de l'économie, dans la politique étrangère de ce petit pays du Caucase du Sud.

L'orientation pro-occidentale de la Géorgie a été inscrite dans la Constitution (article 78) à la suite de la guerre de 2008 avec la Russie. Cependant, la politique économique géorgienne semble suivre une direction différente, menant Tbilissi à renouer avec son ancien ennemi(1). Le retard mis par Tbilissi à condamner l'invasion russe de l'Ukraine et son refus de prendre des sanctions économiques contre Moscou apparaissent aujourd'hui comme des signes patents de la solidité des liens entre les deux pays. Cette union se renforce même, à l'initiative du parti Rêve géorgien qui défend une politique libérale peu regardante quant au profil politique de ses partenaires économiques et dont le leader, Bidzina Ivanichvili, est particulièrement bien connecté à Moscou.

Une alliance inégale tendant à aliéner de plus en plus la Géorgie

D'après un rapport publié en août 2022 par l'ONG Transparency International Georgia, la part du PIB géorgien issue des échanges avec la Russie a été multipliée par 2,5 entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022. Ce phénomène tient en partie à l'arrivée en Géorgie d'un flux important d'expatriés russes, dont certains fuyant la mobilisation, qui transfèrent leurs capitaux dans les banques géorgiennes et enregistrent des entreprises sur place. Ce phénomène ne doit toutefois pas occulter le dynamisme particulier des partenariats entre Tbilissi et Moscou, issus d'une volonté assumée des deux gouvernements.

Malgré l'Accord de libre-échange de 1994 qui défend le « *développement d'une coopération économique, scientifique et technique égale et mutuellement avantageuse* » (article 7), les échanges commerciaux entre la Russie et la Géorgie évoluent vers un rapport déséquilibré : alors que la Géorgie importe des produits essentiels pour elle, la Russie n'engage à aucun moment son autonomie (au premier semestre 2022, près de 40 % des produits géorgiens importés ont consisté en boissons, alcoolisées ou non). Si les exportations géorgiennes vers la Russie ont diminué à la suite du lancement de l'offensive russe contre l'Ukraine(2), baissant de 2,8 % au premier semestre 2022, on remarque en revanche une forte hausse des importations (+51 % sur la même période). Certains aspects de ce schéma sont particulièrement préoccupants, notamment en ce qui concerne les importations de blé, qui ont augmenté drastiquement sur cette période pour finir par représenter 95 % du stock géorgien. Ce type de dépendance pose un problème sécuritaire, alors que l'on sait que la Russie n'hésite pas à interrompre subitement l'approvisionnement de territoires lorsque ceux-ci ne s'alignent pas sur sa ligne politique.

C'est notamment ce qu'il s'était passé en 2006, une année qui reste gravée dans la mémoire des Géorgiens : au cœur de l'hiver, le Kremlin avait interrompu l'approvisionnement en gaz et en électricité du pays, prétextant d'une avarie. Cette coupure fut aussitôt interprétée comme une réponse au rapprochement entre le gouvernement de Mikhéil Saakachvili et l'Occident. Malgré ce souvenir douloureux, le gouvernement actuel n'a cessé d'augmenter ses importations d'hydrocarbures russes au cours des dernières années. De fait, entre 2018 et 2021, la part du gaz russe dans les importations géorgiennes est passée de 2,8 à 23,1 %. De même, les importations de pétrole ont été multipliées

par quatre au cours du premier semestre 2022, soit une augmentation de 118 millions de dollars.

Enfin, il convient de remarquer que la croissance économique géorgienne est avant tout soutenue par le secteur des services, qui représentent 60,4 % du PIB. Bon nombre de ces services, comme l'hôtellerie ou la restauration par exemple, peuvent être rattachés au tourisme, pour lequel ont été lancés de nombreux projets de développement, tels que les infrastructures côtières en Adjarie. Cependant, ce dynamisme et ces perspectives économiques reposent sur les investisseurs et touristes russes, dont l'apport financier est essentiel pour la Géorgie. Il suffit de se rendre dans l'ancienne ville thermale de Tskhaltoubo, presque laissée à l'abandon depuis la chute de l'URSS, pour mesurer l'effet désastreux qu'aurait l'interruption du tourisme russe en Géorgie.

Sous couvert de « partenariat », le maintien de la mainmise de Moscou sur ses zones d'influence

Le développement du partenariat entre Tbilissi et Moscou ne peut être appréhendé comme une simple problématique économique, dans la mesure où la dépendance économique de la Géorgie à l'égard de son voisin du Nord lui lie les mains sur le plan diplomatique. Par un système primaire de punition-récompense, le Kremlin s'assure le contrôle des choix politiques du gouvernement géorgien. Outre le cas de l'hiver 2006, on peut citer d'autres exemples, plus récents : ainsi, en 2019, Vladimir Poutine a annoncé l'interdiction des vols directs vers la Géorgie suite à une série de manifestations anti-russes à Tbilissi. Ce diktat s'est accompagné d'une « recommandation » faite aux agences de voyage russes invitées à cesser de vendre des excursions en Géorgie. Cet embargo, encore en vigueur aujourd'hui, a entravé la reprise des flux touristiques post-pandémie de Covid-19, les chiffres de 2019 (1,5 million de visiteurs russes générant 776 millions de dollars de recettes) n'ayant toujours pas été retrouvés depuis : si l'on compare le premier semestre 2019 et celui de 2022, le nombre de visiteurs russes est 2,5 fois moins important.

Les membres du gouvernement géorgien semblent se conformer en partie aux exigences russes, respectant un accord tacite garantissant le soutien économique de la Russie à la Géorgie, du moment que celle-ci ne s'oppose pas à la politique extérieure du Kremlin. Dans le contexte de guerre actuelle, ce positionnement peut éveiller des soupçons : Lasha Khutsishvili, ministre géorgien des Finances, a catégoriquement nié que la Géorgie puisse servir aux entreprises russes pour contourner les sanctions économiques prises par les pays soutenant l'Ukraine. Un consensus libéral domine au sein du gouvernement, qui fait primer les intérêts géorgiens et aborde les problématiques économiques de manière isolée, se refusant à les politiser. Ce n'est là en vérité que la continuité de la posture ultra-libérale définie sous le gouvernement de Saakachvili. Mais il faut également y voir le signe de l'influence que conserve l'oligarque B. Ivanichvili, qui doit la majeure partie de sa fortune à sa coopération avec des hommes d'affaires russes, tel que Vitali Malkine. Ainsi, la libéralisation économique géorgienne, qui devait permettre d'inscrire résolument le pays dans la communauté et les flux internationaux, a aujourd'hui l'effet inverse et risque de compromettre sa candidature européenne.

Le parti Rêve Géorgien a accédé au pouvoir en 2012 sur la base d'un programme prônant l'apaisement des relations avec Moscou. Ce changement de posture a été suivi d'une « récompense » de la part de la Russie, qui a levé peu après l'embargo sur les vins géorgiens, deuxième produit le plus exporté vers le territoire russe. Certes, la présidente Salomé Zourabichvili défend fermement la prise de distance par rapport à Moscou, cette ancienne diplomate prônant avant tout l'intégration de son pays à la communauté internationale, *via* l'OTAN et l'UE, mais la Constitution géorgienne lui accorde peu de pouvoirs. Si la majorité des citoyens géorgiens se dit favorable au soutien à l'Ukraine, la moitié seulement souhaite que des sanctions économiques soient adoptées contre l'agresseur russe. De même, seul un tiers des Géorgiens souhaitent que leur pays limite sa dépendance économique à l'égard de la Russie. Dans un contexte de crise économique, la population et le gouvernement géorgiens sont poussés à opter pour des solutions sûres et à développer un partenariat existant, aussi imparfait soit-il, plutôt que de se risquer à rechercher de nouveaux partenaires.

Dans le centre de Tbilissi, le manager d'un des grands hôtels de la capitale fait part de son ressenti : « *Nous sommes un pays pauvre, dans une situation économique précaire. Malheureusement, nous sommes très dépendants de la Russie. Les membres du gouvernement actuel descendent de ceux qui servaient l'URSS. Ils ont appris de leurs pères, ils font comme eux. C'est plus aisé, même si c'est mauvais pour le pays. Il faudrait que le gouvernement prenne les choses en main, aille chercher des investisseurs en Europe, en Asie… Pas en Russie. Il faut couper les ponts avec les Russes. Nous savons comme ils sont, dès qu'ils sont mécontents de nos actions, ils coupent les pipelines. C'est arrivé en 2006, en*

plein hiver. La même année, ils ont renvoyé des milliers d'expatriés géorgiens travaillant en Russie. Pas en train de voyageurs, en wagons de marchandises... Toute personne de bon sens peut voir que se rapprocher et dépendre de la Russie est extrêmement mauvais pour notre avenir. »

Notes :

(1) Nombre de Géorgiens considèrent que la guerre de 2008 n'est pas achevée dans la mesure où la Russie occupe encore 20 % du territoire géorgien (Abkhazie et Ossétie du Sud).

(2) Le ralentissement de l'économie russe oblige la Géorgie à trouver de nouveaux débouchés. Le problème posé par cette dépendance tient donc à des facteurs structurels : tout ralentissement de la croissance économique russe se répercute aussitôt sur le dynamisme de l'économie géorgienne. L'exemple le plus parlant est celui du célèbre producteur d'eau minérale Borjomi, forcé d'interrompre son activité et de voir racheter ses parts par l'État du fait des sanctions internationales frappant son actionnaire russe majoritaire, le groupe Alfa.

Vignette : convoi de wagons-citernes pour le transport du gaz russe, entre Tbilissi et Koutaïssi (photo de l'auteur).

* Alban Kacher est journaliste indépendant, issu de l'ENS Ulm. Il a notamment effectué un reportage de plusieurs mois au sein de la communauté d'expatriés russes en Géorgie, pays où il se rend régulièrement.

Lien vers la version anglaise de l'article.

Retour en haut de page

date créée
27/03/2023
Champs de Méta
Auteur-article : Alban KACHER*